

Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War, Roham ALVANDI, 2014, New York, Oxford University Press, 272 p.

Manuel Dorion-Soulié

Volume 47, Number 1, March 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1039478ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1039478ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dorion-Soulié, M. (2016). Review of [*Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War*, Roham ALVANDI, 2014, New York, Oxford University Press, 272 p.] *Études internationales*, 47(1), 152–154.
<https://doi.org/10.7202/1039478ar>

finance est bien expliquée. Le système de Bretton Woods, l'expansion des eurodollars, la politique monétaire américaine, la crise des dettes souveraines... contribuent à bien expliquer ce phénomène de la globalisation financière et à bien comprendre ses conséquences sur l'économie mondiale. À vrai dire, ce ne sont pas les conséquences sur l'économie mondiale qui sont ici considérées, ce sont les conséquences sur les citoyens. L'importance croissante des flux de capitaux depuis 1950 est bien soulignée, de même que la responsabilité des Accords de Bretton Woods. À cet égard, les conditions auxquelles le dollar est devenu une monnaie internationale, à la fois du fait de ces Accords et par une politique délibérée des États-Unis dans les années 60, auraient pu être rappelés.

En définitive, cette thèse en est bien une. L'auteur propose une analyse originale des conséquences de la globalisation financière au niveau des agents économiques (personnes ou entreprises). Il le fait en critiquant tout à la fois l'approche libérale et le système capitaliste. C'est naturellement son droit. Mais il ne faut pas oublier que l'économie et la science politique sont des sciences sociales et que la vérité de l'un n'est pas toujours celle de l'autre.

Michel LELART
Directeur de recherche
 CNRS, Laboratoire d'Économie d'Orléans
 Orléans, France

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War

Roham ALVANDI
 2014, New York

Oxford University Press, 272 p.

Vue de Washington, la révolution iranienne de 1979 est peut-être le pire échec de la politique américaine au Moyen-Orient au cours de la guerre froide. La question de la responsabilité de cet échec se pose tant dans les débats politiques qu'historiographiques. Pour les uns, le soutien inconditionnel de Richard Nixon et Henry Kissinger au shah d'Iran de 1968 à 1976 (vente d'armes illimitée, absence de pression pour que le shah «démocratise» la vie politique iranienne) aurait encouragé la «mégalo manie» de ce dernier. Pour les autres, Jimmy Carter aurait permis la victoire des islamistes en refusant de sanctionner la répression des opposants politiques du shah. Pour l'historien Roham Alvandi, ces deux positions ratent l'essentiel en présumant que la situation iranienne dépendait des actions américaines : dans les années 1970, l'Iran n'était plus un *client* des États-Unis, mais plutôt un *partenaire*.

Sous la présidence de Richard Nixon, alors que la Grande-Bretagne venait de se retirer du Moyen-Orient, Américains et Iraniens ont agi de concert pour préserver la stabilité régionale, contrer les avancées soviétiques et contenir le « radicalisme arabe » (incarné notamment par le régime baathiste irakien), tout cela sans conflit majeur. En ce sens, le partenariat américano-iranien constitue le

meilleur exemple de la « doctrine Nixon ». Visant à éviter un « nouveau Vietnam », cette doctrine engageait les États-Unis à soutenir financièrement et militairement des alliés qui seraient chargés de préserver la stabilité régionale et de combattre eux-mêmes en cas de conflit. Alvandi traite cette période de partenariat comme un âge d'or au cours duquel les deux États auraient réussi à atteindre leurs objectifs respectifs dans la région : stabilité pour les Américains, primauté pour les Iraniens. Selon lui, ce partenariat s'explique non pas par de froids calculs géopolitiques, mais bien par l'amitié qui liait Nixon (puis Kissinger) et le shah, amitié faite d'affinités idéologiques. Ils partageaient une lecture « réaliste » des relations internationales, un féroce anticommunisme de même qu'un profond mépris pour les « intellectuels libéraux » qui avaient dominé l'administration Kennedy et qui s'opposaient encore à Nixon. De cette amitié découla une forte influence du shah sur la politique américaine au Moyen-Orient. C'est la thèse qu'Alvandi cherche à soutenir dans cet ouvrage.

D'abord, Alvandi montre que cette amitié poussa Nixon à transformer la politique américaine dans la région, passant de la stratégie dite « des deux piliers », maintenant l'équilibre entre Arabie Saoudite et Iran, à un soutien de la primauté iranienne comme garant de l'accès américain au pétrole du golfe Persique. Cette transformation ne saurait être expliquée uniquement par le retrait britannique de la région ou par le traumatisme vietnamien : si ces deux facteurs avaient été décisifs, elle aurait eu lieu

sous Johnson. L'arrivée d'un ami du shah à la présidence américaine fut le facteur décisif.

Nixon ne s'intéressait pas aux pays du tiers-monde en dehors de leur signification dans la guerre froide et, selon Alvandi, c'est pour cela qu'il en vint à adopter les objectifs régionaux du shah, notamment face à l'Irak. Pour étayer cette interprétation, Alvandi plonge dans l'histoire du soutien iranien et américain (par l'entremise de la CIA) aux Kurdes d'Irak dans les années 1972-1975. Selon lui, Nixon et Kissinger acceptèrent d'intervenir, contre l'avis de l'appareil de politique étrangère américain, car le shah avait dépeint l'intervention comme essentielle à la lutte anticommuniste dans la région.

Enfin, Alvandi défend sa thèse en affirmant que le départ de Nixon, en 1974, signala le déclin du partenariat américano-iranien. Dans un chapitre consacré aux négociations entre l'administration Ford et le shah à propos du transfert de technologie nucléaire, il attribue leur échec à l'insistance de Ford quant aux mesures de surveillance empiétant sur la souveraineté iranienne, et donc marquant un retour à une relation clientéliste.

Depuis 1979, c'est l'inimitié qui caractérise la relation américano-iranienne. Pour Alvandi, les leaders des deux États pourraient remédier à cette situation, car les intérêts de leur pays n'ont pas changé depuis les années 1970 et demeurent compatibles. Il suffirait que les États-Unis respectent la souveraineté iranienne et que l'Iran reconnaisse que ses intérêts ne pourront être servis que par un partenariat

avec les Américains. On retournerait ainsi à l'âge d'or au cours duquel le shah avait permis à l'Iran d'atteindre primauté régionale et influence globale.

L'argumentaire d'Alvandi n'a rien de révolutionnaire, quoique son usage des archives lui donne une certaine originalité. Il a surtout le mérite de remettre en question les justifications « réalistes » données par les leaders américains de l'époque quant à leur comportement, notamment l'idée que le soutien au shah n'était qu'une réponse pragmatique à des exigences géopolitiques. Par ailleurs, les chapitres traitant du soutien aux Kurdes et des négociations nucléaires fournissent des éléments de contexte indispensables quant à des questions qui, encore aujourd'hui, défraient l'actualité internationale.

On pourra cependant reprocher à Alvandi de séparer artificiellement la politique étrangère iranienne des questions de politique intérieure. Pour le dire autrement, traiter les années 1970 comme un âge d'or revient à écrire leur histoire en oubliant 1979. Alvandi commet ainsi la même erreur que plusieurs analystes attribuent à Nixon et Kissinger : obnubilés par la stabilité régionale et l'influence globale de l'Iran, ils oublient de se questionner sur les bases de la puissance étatique iranienne, et donc sur les conséquences intérieures de la politique étrangère du shah et de son partenariat avec les Américains.

Manuel DORION-SOULIÉ

Doctorant

*Institut de hautes études internationales et du développement
Genève, Suisse*

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Towards a Rules-Based Community : An ASEAN Legal Service

Jean-Claude PIRIS et

Walter WOON, 2015

*Cambridge, Cambridge University
Press, 205 p.*

Le titre de cet ouvrage ne rend pas justice à son contenu qui va bien au-delà de la proposition des auteurs d'établir un service juridique à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est – plus connue par l'acronyme ASEAN – et d'en délimiter, dans une perspective de droit comparé, les structures institutionnelles. Les auteurs proposent en effet un historique politique très bien ficelé des structures de l'ASEAN depuis sa fondation en 1967 jusqu'à l'entrée en vigueur de la Charte de l'ASEAN en 2008. Cette période correspond au moment politique de l'Association au cours duquel le processus d'intégration se poursuit *de facto* avec de faibles bases administratives et juridiques, mais motivé, en particulier avec l'adhésion du Myanmar et des trois pays communistes de l'Indochine, par une volonté d'étendre la coopération à un nombre grandissant de domaines, avec le libre-échange comme fer de lance de l'intégration. La multiplication des schèmes de coopération apparaît alors comme une fuite en avant afin de pérenniser l'Association, mais le respect des engagements demeure précaire aussitôt que la coopération inter-étatique semble défier tant soit peu la souveraineté des pays.